



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M3M

28 rue Aristide Gigot
86120 Les Trois-Moutiers

Références : 2026_147_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007203185

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement M3M implanté 28 rue Aristide Gigot 86120 Les Trois-Moutiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M3M
- 28 rue Aristide Gigot 86120 Les Trois-Moutiers
- Code AIOT : 0007203185
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1978, la société M3M est spécialisée dans l'usage de bruts de fonderies et d'ensembles mécaniques pour la fabrication d'essieux et de roulements ferroviaires. La société a été rachetée

par le groupe suédois SKF en décembre 2019. Le groupe SKF possède des implantations en Europe, en Chine, en Inde et aux États-Unis.

Les principaux marchés de M3M sont le fret (wagon) ainsi que le passager ferroviaire (voiture).

Les procédés de fabrication mettent en œuvre des techniques d'usinage et de soudage de pièces métalliques, de lavage, de peinture et d'assemblage.

L'installation emploie une cinquantaine de personnes, la production est organisée sur un rythme de 3X8.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Analyse des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 9.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
5	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 7	Demande d'action corrective	6 mois
7	Stockage de propane	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 8.1.5	Demande d'action corrective	8 mois
9	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
10	Analyse des rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 9.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Interdiction des substances contenant des PFAS	Règlement européen du 20/06/2019, article 2019/1021 annexe 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.1.1	Sans objet
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 9.2.1	Sans objet
4	Produits COV à risque	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.2.1	Sans objet
8	Clapet anti-retour	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.1.2.1	Sans objet
11	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 6	Sans objet
13	Connaissance des produits – étiquetage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe 1, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le groupe SKF a engagé une démarche de décarbonation de l'ensemble de ses usines, qui se traduit pour M3M par une électrification des process et une réduction des intrants solvantés. Ces travaux seront effectifs au second semestre 2026.

La présente inspection a permis de faire le point sur les évolutions du site suite à l'instruction d'un porter-à-connaissance en 2025.

Il ressort que l'installation est conforme à son cadre réglementaire, toutefois des actions correctives sont demandées, notamment concernant la gestion documentaire des produits dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : Le jour de l'inspection l'exploitant présente le plan de localisation des risques. Celui-ci apparaît exhaustif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>Pour les conduits 1, 2 et 3 définis à l'article 3.2.2, l'exploitant fait procéder à un contrôle annuel des rejets de COV.</p>
Constats : <p>Par arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2025 les valeurs limites de concentration en COV dans les rejets atmosphériques ont été mises en cohérence avec les prescriptions relatives à la rubrique 1978-8 pour une consommation annuelle de solvant inférieure à 15 t. La valeur limite est désormais de 100 mg/Nm³ contre 110 auparavant. L'exploitant a fait procéder à l'analyse annuelle de ses rejets atmosphériques (rapport Apave 135497771-001-1 du 15 janvier 2026). Le rapport prend en compte une valeur limite de 110 au lieu de 100 désormais. Néanmoins les résultats sont conformes pour le local de préparation de peinture et l'étuve. Mais la mesure dans la cabine de peinture est en dépassement (119 mg/Nm³ pour un flux massique de 2,4 kg/h). Pour mémoire la mesure réalisée en 2024 était de 40 mg/Nm³ pour un flux massique de 0,87 kg/h.</p> <p>Les mesures sur les 3 points sont réalisées de façon séquentielle le long du process industriel sur un cycle complet d'un même lot de production (préparation, peinture, étuve). A noter que faute d'activité de peinture une seule mesure dans la cabine a pu être faite au lieu de 3 habituellement. L'exploitant explique l'origine du dépassement par une mesure réalisée sur une pièce peinte avec une peinture particulièrement solvantée (56 %). L'exploitant est en cours de remplacement de cette peinture par une autre marque moins solvantée (24 %). Le remplacement total est escompté à échéance du 30 juin 2026, seule une quarantaine de kilo de la peinture actuelle est encore stockée, représentant environ 2 lots de production.</p> <p>En parallèle, l'exploitant a mis en place des pompes doseuses au plus près des installations de peinture ce qui réduit fortement les quantités perdues lors des phases de nettoyage (passage de 4 L à 600 mL), pour un gain de consommation de peinture d'environ 20 %.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra le rapport de contrôle annuel des émissions atmosphériques 2027. Il veillera à ce que l'organisme de contrôle prenne bien en compte les nouvelles valeurs limites (100 mg/Nm³).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis son plan de gestion des solvants en date du 28 février 2025 portant sur les quantités consommées en 2024. Il en ressort notamment une consommation de solvant de 12 tonnes en 2024, soit une augmentation de 22 % par rapport au précédent plan de 2020. Toutefois cette augmentation est bien inférieure à celle de l'activité industrielle. En effet, l'exploitant a augmenté l'utilisation de peintures moins solvantées et amélioré son process interne en augmentant la taille des lots de production pour réduire les nettoyages entre deux séries. Les flux sortant de solvants se font au travers <ul style="list-style-type: none">• d'émissions canalisées pour les 3 points de rejets (cabine peinture, sas de désolvatation, étuve) pour un total de 3,77 tonnes en 2024 ;• de déchets de peinture et vernis pour 6,88 tonnes en 2024 ;• d'émissions non captées pour 1,35 tonne en 2024, soit un taux de rejet diffus de 11,24 %. Au regard de la consommation de solvants déclarées, le taux d'émission diffuse est conforme aux prescriptions de la rubrique (maximum réglementaire de 25 %).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le plan de gestion 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits COV à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Usage de COV à phrases de risque
Prescription contrôlée : L'usage de produits contenant des COV à phrases de risque R45 / R46 / R49 / R60 / R61 / R40 / R68 ou à mentions de dangers H340 / H350 / H350i / h360 D / H360 F / H341 / H351 est interdit.
Constats : L'exploitant déclare n'utiliser aucun produit contenant des COV avec phrases de risque mentionnées dans la prescription. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté la présence de tels produits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesure acoustique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois l'exploitant réalise une campagne de mesures acoustiques conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Cette campagne comporte notamment une nouvelle mesure du bruit résiduel.</p> <p>Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de dépassement des seuils définis à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 susvisé, l'exploitant accompagne la transmission du rapport d'un calendrier de travaux de retour à la conformité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de mesure APAVE 135252362-001-1 le 21 octobre 2025.</p> <p>4 points de mesures sont investigués : 3 en limite de propriété et 2 en zone à émergence réglementée (1 point en commun).</p> <p>Le rapport fait état d'une conformité des niveaux et émergences en période diurne pour l'ensemble des points.</p> <p>En période nocturne les niveaux sont conformes mais l'émergence au point ZER 1 est très faiblement non-conforme (4,5 dB pour une valeur maximale de 4 dB). Le rapport pointe le fonctionnement de l'extraction d'air de la cabine de peinture comme source principale de l'écart. Aucune tonalité marquée n'est détectée.</p> <p>Par mail du 9 décembre octobre 2025 l'exploitant indique qu'un ajustement a été réalisé sur le variateur afin de modifier la fréquence du moteur, ce qui a permis de diminuer les résonances de la structure associée (gaine et support).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir identifié une cheminée de l'atelier peinture comme éventuelle source secondaire de nuisance acoustique. Il projette de la modifier pour réduire la source.</p> <p>Par ailleurs, il indique qu'aucun voisin ne se plaint du bruit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu de la faible émergence et des travaux réalisés et envisagés par l'exploitant, il n'est pas demandé la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure.</p> <p>L'exploitant informera l'Inspection des travaux menés sur l'extraction d'air identifiée comme source acoustique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Classement ICPE</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site est régi par l'arrêté préfectoral n°2012-DRCL/BE-251 du 13 novembre 2012, notamment au titre de la rubrique 2560 « travail mécanique des métaux et alliages » pour lequel il relève du régime de l'autorisation.</p> <p>Or par décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 cette rubrique relève désormais du régime de l'enregistrement. Ce changement de régime a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2025.</p> <p>L'arrêté d'autorisation de 2012 comportait la rubrique 1418-3 « stockage ou emploi d'acétylène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t » pour une quantité maximale autorisée de 150 kg.</p> <p>Or par décret n°2014-285 du 03 mars 2014 cette rubrique a été supprimée tandis que la rubrique 4719-2 « Acétylène La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t » a été créée.</p> <p>La quantité maximale autorisée au titre de la 1418-3 étant de 150 kg, le seuil de la déclaration n'est pas atteint pour la rubrique 4719 qui la remplace désormais. Cette rubrique a été supprimée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2025.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que le stockage d'acétylène (2 bouteilles de 55 kg brut) est bien inférieur au seuil de la déclaration pour la rubrique 4719-2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stockage de propane

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 8.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 8.1.1. ACCESSIBILITÉ Le stockage de gaz inflammable liquéfié doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin</p> <p>ARTICLE 8.1.5. EXPLOITATION ENTRETIEN Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage doit être rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou casiers verrouillables).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de 2021 il avait été constaté que l'accès aux stockages de gaz inflammables n'était pas protégé.</p> <p>L'exploitant avait mis en place des barrières provisoires.</p> <p>Lors de l'inspection il est constaté que l'exploitant a mis en place des barrières pérennes afin d'éviter tout stockage à moins de 3 mètres des cuves.</p>

<p>Par ailleurs un projet est en cours à l'atelier peinture pour modifier le système de séchage des pièces (passage à une alimentation électrique de l'étuve prévu en octobre 2026), qui pourrait impacter le besoin de stockage de gaz sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les barrières mises en places ne répondent pas à la prescription d'interdiction d'accès libre aux stockages.</p> <p>Dans le cadre du passage à l'énergie électrique de l'étuve, l'exploitant réévalue son besoin en stockage de gaz et porte-à-connaissance de l'Inspection les éventuelles modifications apportées (réduction des quantités).</p> <p>Il intègre l'interdiction d'accès aux stockages dans les travaux à venir.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 8 mois</p>

N° 8 : Clapet anti-retour

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux d'alimentation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations sont équipées d'un clapet antiretour au niveau de la ligne de coupe. L'exploitant indique que celui-ci ne fait pas l'objet de vérification. Le clapet anti-retour a été inclus dans la GMAO pour une vérification annuelle en avril.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Rétention des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le site dispose à cet effet d'un bassin de rétention de capacité utile minimale de 300 m3.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Un bassin de rétention des eaux pluviales polluées ou d'extinction incendie a été réalisé en mars 2022.</p> <p>Ce dernier permet de dévier les eaux pluviales polluées manuellement vers le bassin de 300 m³. C'est l'unique rejet des eaux de ruissellement et des eaux pluviales du site. Une procédure a été mise en place pour expliciter les consignes à suivre en cas de sinistre afin d'assurer le confinement des eaux.</p> <p>L'exploitant indique que l'ensemble du personnel a été formé à la manipulation de la vanne de confinement.</p> <p>Lors de l'inspection, la présence du volant est constaté à proximité de la vanne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit</p> <ul style="list-style-type: none"> mettre en place un moyen de contrôle visuel permettant de s'assurer que le volume utile de la rétention est constamment disponible ajouter un marquage explicite sur la vanne pour indiquer le sens de rotation réaliser des tests périodiques de bon fonctionnement de la vanne et en assurer la traçabilité
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Analyse des rejets des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 9.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle annuel des valeurs limites d'émission de l'article 4.3.9 de préférence en période pluvieuse, sera réalisé en sortie du décanteur débourbeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle annuel 2025.</p> <p>Le prestataire a effectué un prélèvement en janvier 2026 et le rapport devrait prochainement parvenir à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport d'analyse à réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Toitures

Prescription contrôlée :

Dans un délai n'excédant pas 2 ans à partir de la notification du présent arrêté, l'installation est mise en conformité avec le point 2.4.3 de l'annexe I de l'arrêté du 27 juillet 2015 susvisé pour les toitures des bâtiments accueillant des activités relatives à la rubrique 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a fourni un récolement aux prescriptions générales de la rubrique 2563. Il en ressort, en tenant compte des prescriptions non applicables aux sites déjà existants avant la parution de l'arrêté ministériel, que le site n'est pas conforme sur le point suivant : ARTICLE 2. 4. 3 Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe broof (t3).

L'exploitant prévoit un désamiantage puis la pose de panneaux isolants sur les toitures avec implantation de nouveaux exutoires de fumée.

Ceci concerne les toitures des bâtiments de production. La mise en place de ce plan est envisagée sur 2026 et 2027. Ce délai a été repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2025.

Le jour de l'inspection l'exploitant présente le planning des travaux et le suivi des diverses actions au sein du groupe. Le financement des actions a été validé en vue de la réalisation des travaux en 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Interdiction des substances contenant des PFAS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 2019/1021 annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS dans les mousses incendie

Prescription contrôlée :

Article 3 Contrôle de la fabrication, de la mise sur le marché et de l'utilisation, et inscription des substances sur la liste 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

Article 4 Dérogations aux mesures de contrôle 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: [...] b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I.

Constats :

Le site n'est pas équipé de RIA ou d'extinction dopée à la mousse. Seuls des extincteurs, dont une grande partie a été remplacée en 2025, sont présents, sans qu'il n'ait pu être confirmé leur conformité vis-à-vis des PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se renseigner auprès de son fournisseur afin de s'assurer de la conformité des usages. En cas d'extincteurs contenant des substances interdites, l'exploitant doit établir un plan de substitution et d'élimination.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Connaissance des produits – étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe 1, article 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits – étiquetage
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : L'Inspection a procédé par sondage au contrôle de l'étiquetage des produits. Tout était conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'état des stocks fait l'objet d'une gestion électronique mise à jour en direct, toutefois l'accès à l'information et sa communication (par exemple par impression papier) nécessite des manipulations informatiques.

<p>L'exploitant présente le plan de stockage des produits dangereux. Celui-ci traite uniquement du blockhaus peinture. Il s'agit là aussi d'un fichier informatique non directement disponible aux services de secours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • complète le plan des stockages de produits dangereux avec l'ensemble des stockages y compris hors blockhaus peinture (notamment le local de magnétoscopie et l'armoire extérieure) • ajoute une version papier du plan des stockages dans le classeur d'urgence • complète l'état des stocks avec la nature des dangers de chaque produit • rend facilement accessible les fiches de données de sécurité à partir de l'état des stocks • ajoute une procédure permettant d'obtenir l'état des stocks à jour ou, compte-tenu de la faible rotation des stocks de produits dangereux, intègre au classeur d'urgence un état maximaliste <p>L'exploitant transmet à l'Inspection les documents (état des stocks et plan des stockages) mis à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification annuel Dekra n°131367012501R001 en date du 7 mars 2025.</p> <p>Celui-ci fait notamment état des limitations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence de Document relatif à la protection contre les explosions empêchant la vérification de l'adéquation des matériels électriques avec les zones ATEX. • Non réalisation d'une coupure générale
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit lever ces non-conformités et s'organiser pour que le contrôle 2026 puisse être réalisé en intégralité.

L'exploitant transmet

- le document relatif à la protection contre les explosions
- le rapport 2026 à réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois